

# ARRÊTÉ DU MAIRE

23 / 0396

## AUTORISATION DE POURSUITE D'ACTIVITES

**Salle des spectacles L'Astral**  
**121 avenue de la République**  
**91230 MONTGERON**

Le Maire de la Commune de Montgeron,

- Vu les articles L 2212.1 et L 2212.2 du code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
- Vu le code de la construction et de l'habitation articles R 123.46, L 111.8.3 et R 111.19.11,
- Vu l'arrêté modifié du 25 juin 1980, portant sur le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,
- Vu le décret n° 2017-431 du 28.03.2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,
- Vu l'arrêté du 19.04.2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité,
- Vu le procès-verbal de la Sous-Commission Départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, réunie le mardi 31 janvier 2023 pour procéder à la visite périodique de la salle de spectacles L'Astral, émettant un **avis favorable** à la poursuite d'activités,
- Vu l'arrêté n° 21/3190 du 30 décembre 2021 portant délégation de fonctions et de signature à Mme Françoise NICOLAS,

### ARRÊTE

- Article 1 : L'autorisation à la poursuite d'activités est donnée pour la salle de spectacles L'Astral, de **1<sup>ère</sup> catégorie** et **type L**, située au 121 avenue de la République - 91230 Montgeron,
- Article 2 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la Construction et de l'Habitation, et notamment son article R.123-3, ainsi que du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 25 juin 1980, modifié,
- Article 3 : L'exploitant devra, dans les meilleurs délais, réaliser ou faire réaliser les travaux découlant des observations émises dans le procès-verbal de la commission (R123-49).  
Il devra prévenir les services de la ville des travaux effectués,
- Article 4 : Cet Etablissement Recevant du Public (ERP) devra tenir à disposition des usagers un registre d'accessibilité ayant pour objectif d'informer le public du degré d'accessibilité et de ses prestations,
- Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
  - Monsieur le Préfet de l'Essonne
  - Monsieur le Commissaire de Police
  - Madame le Chef de service de la Police municipale
- Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services ou Madame la Directrice Générale Adjointe des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.
- Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Madame le Maire et/ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Fait à Montgeron, le

14 FEV. 2023

Par délégation,

**Françoise NICOLAS**  
2<sup>ème</sup> adjoint au Maire

en charge des équipements publics

et de la tran.



REÇU EN PREFECTURE

le 14/02/2023

Application agréée E-legalite.com